

Considérant que la situation économique actuelle justifie l'instauration de toute urgence d'un régime de suspension de l'exécution du contrat de travail d'ouvrier pour les entreprises de fabrication de câbles coaxiaux pour la télédistribution et transmission de données, situées dans la région du Centre et ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises de fabrication de câbles coaxiaux pour la télédistribution et transmission de données, situées dans la région du Centre et ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique.

Art. 2. En cas de manque de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail d'ouvrier peut être totalement suspendue, moyennant une notification par affichage dans les locaux de l'entreprise, à un endroit apparent, au moins sept jours à l'avance, le jour de l'affichage non compris.

L'affichage peut être remplacé par une notification écrite à chaque ouvrier mis en chômage, au moins sept jours à l'avance, le jour de la notification non compris.

Art. 3. La durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail d'ouvrier pour manque de travail résultant de causes économiques ne peut dépasser dix-huit semaines.

Art. 4. La notification visée à l'article 2 doit mentionner la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat prendra cours et la date à laquelle cette suspension prendra fin et les dates auxquelles les ouvriers seront mis en chômage.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 13 juillet 2005 et cessera d'être en vigueur le 13 janvier 2007.

Art. 6. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 septembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Pour la Ministre de l'Emploi, absente :

Le Ministre du Budget et des Entreprises publiques,
J. VANDE LANOTTE

Notes

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.

Loi du 30 décembre 2001, *Moniteur belge* du 31 décembre 2001.

Overwegende dat de huidige economische toestand het spoedig invoeren van een regeling van schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden rechtvaardigt voor de ondernemingen die coaxkabels vervaardigen voor de teledistributie en de overzending van gegevens, gelegen in de streek van het Centrum en die onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de ondernemingen die coaxkabels vervaardigen voor de teledistributie en de overzending van gegevens, gelegen in de streek van het Centrum en die onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren.

Art. 2. Bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden volledig worden geschorst, mits ervan kennis wordt gegeven door aanplakking op een goed zichtbare plaats in de lokalen van de onderneming, ten minste zeven dagen vooraf, de dag van de aanplakking niet inbegrepen.

De aanplakking kan worden vervangen door een geschreven kennisgeving aan iedere werkloos gestelde werkmans, ten minste zeven dagen vooraf, de dag van de kennisgeving niet inbegrepen.

Art. 3. De duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag achttien weken niet overschrijden.

Art. 4. De bij artikel 2 bedoelde kennisgeving moet de datum vermelden waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst zal ingaan en de datum waarop deze schorsing een einde zal nemen en de data waarop de werklieden werkloos zullen gesteld worden.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 13 juli 2005 en treedt buiten werking op 13 januari 2007.

Art. 6. Onze Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 september 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

Voor de Minister van Werk, afwezig :

De Minister van Begroting en Overheidsbedrijven,
J. VANDE LANOTTE

Nota's

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.

Wet van 30 december 2001, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2001.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2005 — 2600

[2005/22818]

17 SEPTEMBRE 2005. — Arrêté royal fixant les conditions d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le sevrage tabagique des femmes enceintes et de leur partenaire

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 34, alinéa 1^{er}, 24°, introduit par la loi du 27 décembre 2004;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé de l'institut national d'assurance maladie invalidité, émis le 25 juillet 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, émis le 19 juillet 2005;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 10 août 2005;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2005 — 2600

[2005/22818]

17 SEPTEMBER 2005. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden van de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de tabaksontwinning bij zwangere vrouwen en hun partner

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 34, eerste lid, 24°, ingevoegd bij de wet van 27 december 2004;

Gelet op het advies van het Verzekeringscomité van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, gegeven op 25 juli 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 juli 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 10 augustus 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 39.012/1/V, donné le 26 août 2005 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, notamment l'article 3;

Vu l'urgence, motivée par les circonstances que :

- le présent arrêté doit entrer en vigueur le 1^{er} septembre 2005;
- un budget destiné à cet effet est réservé au sein de l'institut national d'assurance maladie invalidité, pour la période courant du 1^{er} septembre au 31 décembre 2005;

- les différents partenaires du projet ont déjà pris des dispositions afin de faire face à leurs obligations dès le 1^{er} septembre, notamment en termes de communication, et il importe donc que les autorités publiques soient en mesure de remplir également leurs engagements;

- qu'enfin, il est nécessaire, pour assurer le succès des mesures envisagées, que le présent arrêté soit publié au plus vite;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique :

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'intervention de l'assurance dans le sevrage tabagique des femmes enceintes et de leur partenaire est subordonnée au respect des conditions fixées par le présent arrêté.

Cette intervention couvre de façon forfaitaire les coûts d'accompagnement et d'assistance, et, le cas échéant, les coûts du traitement médicamenteux d'aide au sevrage du partenaire.

§ 2. Par « coûts d'accompagnement et d'assistance », on entend :

1° le montant de l'intervention personnelle, visée à l'article 37 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans le coût des consultations et des psychothérapies visées au chapitre II de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

2° Le coût des séances d'aide à l'arrêt qui ne donnent pas lieu à une autre intervention de l'assurance soins de santé.

§ 3. Par « coûts du traitement médicamenteux d'aide au sevrage » ont entend :

1° les coûts des traitements nicotiques de substitution du partenaire de la femme enceinte;

2° le coût d'un traitement au bupropion du partenaire de la femme enceinte, sauf lorsque ce coût est déjà pris en charge par l'assurance obligatoire dans le cadre du paragraphe 3040000 du chapitre IV de la liste annexée à l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions concernant l'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques.

Art. 2. § 1^{er}. La femme enceinte fumeuse qui souhaite entamer un sevrage tabagique et bénéficier de l'intervention de l'assurance telle qu'elle est définie à l'article 1^{er}, doit se rendre chez un tabacologue reconnu au plus tard 3 mois avant la date prévue de l'accouchement, pour la constatation de sa dépendance au tabac et l'établissement de sa fiche de suivi, dont le modèle est fixé par le Comité de l'assurance de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité. La date prévue de l'accouchement est établie sur base d'un certificat médical.

Sont reconnus tabacologues au sens du présent arrêté, les professionnels de santé visés par l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins et les licenciés en psychologie qui ont satisfait aux épreuves finales d'une formation délivrée par des centres spécifiques qui sont agréés par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions selon les conditions qu'il fixe.

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 38.012/1/V, gegeven op 26 augustus 2005 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de hoogdringendheid gemotiveerd door het feit dat :

- huidig besluit in werking moet treden op 1 september 2005;
- hiervoor een budget is voorzien binnen de rijksdienst voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, voor de periode van 1 september tot 31 december 2005;

- de verschillende partners van het ontwerp al maatregelen getroffen hebben om vanaf 1 september het hoofd te bieden aan hun verplichtingen, inzonderheid inzake communicatie, en dat het dus van belang is dat de openbare overheden ook hun verplichtingen kunnen nakomen;

- het tenslotte nodig is om het welslagen van de bedoelde maatregelen te verzekeren, dat dit besluit zo snel mogelijk verschijnt;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De tegemoetkoming van de verzekering in de tabaksontwenning bij zwangere vrouwen en hun partner is onderworpen aan het naleven van de voorwaarden die in dit besluit zijn vastgesteld.

Die tegemoetkoming dekt forfaitair de kosten van de begeleiding en de ondersteuning en, in voorkomend geval, de kosten van de medicamenteuze behandeling van de hulp bij de tabaksontwenning voor de partner.

§ 2. Onder « kosten van de begeleiding en de ondersteuning », wordt verstaan :

1° Het persoonlijk aandeel, bedoeld in artikel 37 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de kosten van de raadplegingen en psychotherapieën, beoogd in hoofdstuk II van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

2° De kosten van de zittingen die hulp bieden bij het stoppen met roken geven geen aanleiding tot een andere tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging.

§ 3. Onder « de kosten van de medicamenteuze behandeling van de hulp bij de tabaksontwenning » moet worden verstaan :

1° de kosten van de nicotinevervangende behandelingen van de partner van de zwangere vrouw;

2° de kosten van een behandeling met bupropion van de partner van de zwangere vrouw, behalve als die kosten al door de verplichte verzekering ten laste worden genomen in het raam van paragraaf 3040000 van hoofdstuk IV van de lijst die is gevoegd bij het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten.

Art. 2. § 1. De rokende zwangere vrouw die aan een tabaksontwenning wenst te beginnen en de verzekeringstegemoetkoming wil genieten, zoals ze in artikel 1 is vastgesteld, moet uiterlijk 3 maanden vóór de verwachte bevallingsdatum contact opnemen met een erkende tabacoloog om haar tabaksverslaving te laten vaststellen en haar follow-up-fiche te laten opmaken, waarvan het model is vastgesteld door het Verzekeringscomité van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. De verwachte bevallingsdatum wordt bevestigd op basis van een geneeskundig attest.

Worden in de zin van dit besluit als tabacologen erkend, de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen, bedoeld in het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen en de licentiaten in de psychologie die de eindproeven hebben afgelegd van een opleiding die is ingericht door specifieke centra die zijn erkend door de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, volgens de voorwaarden die hij vaststelt.

A titre transitoire, jusqu'à la publication de l'arrêté ministériel prévu à l'alinéa précédent et jusqu'au 31 décembre 2007 au plus tard, l'association sans but lucratif « Fonds des Affections respiratoires » et l'association sans but lucratif « Vlaamse Vereniging voor respiratoire Gezondheidszorg en tuberculosebestrijding » sont agréées.

Sont également reconnus tabacologues, les personnes visées à l'alinéa 2, qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, possèdent une expérience professionnelle ininterrompue en tabacologie d'au moins 5 ans, même si elles n'ont pas suivi la formation délivrée par les centres spécifiques agréés. L'équivalence de cette expérience professionnelle avec la formation susvisée est reconnue par le Comité scientifique de l'une des associations sans but lucratif visées à l'alinéa précédent.

La liste des tabacologues qui remplissent les conditions de la reconnaissance est communiquée par les centres spécifiques agréés à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, qui la transmet aux organismes assureurs.

§ 2. L'assistance et l'accompagnement de la femme enceinte par le tabacologue reconnu consiste, au minimum, en 8 séances, dont la première a lieu au plus tard 3 mois avant la date prévue de l'accouchement et la dernière, au plus tôt 3 mois et au plus tard 6 mois après la date prévue de l'accouchement.

Lors de chacune de ces 8 séances, le tabacologue reconnu qui assure l'assistance et l'accompagnement de la femme enceinte complète la fiche de suivi de celle-ci. La remise de cette fiche de suivi à son organisme assureur permet à la femme enceinte d'obtenir le paiement d'un forfait de 120 euros destiné à couvrir les coûts visés à l'article 1^{er}, § 2.

Art. 3. § 1^{er}. Le partenaire de la femme enceinte fumeuse qui souhaite également bénéficier de l'intervention de l'assurance, doit pouvoir justifier d'un suivi concomitant à celui de la femme enceinte. Par traitement concomitant, il y a lieu d'entendre un traitement qui se déroule conformément à l'article 2, sous réserve des dispositions prévues au présent article.

Est considéré comme partenaire pour l'application du présent arrêté, la personne, quel que soit son sexe, qui vit sous le même toit que la femme enceinte fumeuse et qu'elle désigne comme partenaire sur sa fiche de suivi, sur base, le cas échéant, d'une copie de la fiche de suivi de celle-ci.

L'organisme assureur qui reçoit une demande d'intervention du partenaire d'une femme enceinte vérifie que la condition de cohabitation est remplie et qu'il y a concordance d'identité entre femme enceinte et partenaire sur les deux fiches de suivi. A défaut, l'organisme assureur refuse le paiement.

§ 2. Si le tabacologue reconnu qui assure l'accompagnement et l'assistance du partenaire est d'avis qu'il convient de lui accorder une aide médicamenteuse, il complète la partie « aide médicamenteuse » de la fiche de suivi, sous réserve de l'application des règles de santé publique applicables en matière de prescription de spécialités pharmaceutiques.

Lors de chaque délivrance de l'aide médicamenteuse au sevrage, le pharmacien qui procède à la délivrance appose son cachet sur la fiche d'aide médicamenteuse.

Lorsque l'aide médicamenteuse qui a été délivrée équivaut au total à au moins 6 semaines de traitement, la remise de la fiche d'aide médicamenteuse par le partenaire à son organisme assureur lui permet d'obtenir le paiement d'un forfait de 55 euros destiné à couvrir les coûts visés à l'article 1^{er}, § 3. Le paiement de ce forfait n'est cependant permis que lorsque les conditions requises pour le paiement du forfait visé au paragraphe 1^{er} sont remplies.

Art. 4. En toutes hypothèses, le paiement des forfaits prévu aux articles 2 et 3 ne peut jamais avoir lieu qu'une seule fois par personne au cours d'une même grossesse.

Art. 5. Le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions conclut avec les associations visées à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, une convention relative à l'organisation par ces dernières et à la prise en charge financière par l'institut national d'assurance maladie-invalidité d'une campagne d'information unique portant sur la prestation visée à l'article 34, alinéa 1^{er}, 24^o, de la loi coordonnée susvisée.

Tot het ministerieel besluit, waarin is voorzien in het voorgaande lid, is bekendgemaakt en tot uiterlijk 31 december 2007 worden bij wijze van overgangsregeling de vereniging zonder winstoogmerk « Fonds des Affections respiratoires » en de vereniging zonder winstoogmerk « Vlaamse Vereniging voor respiratoire Gezondheidszorg en tuberculosebestrijding » erkend.

Worden eveneens als tabacologen erkend, de in het tweede lid beoogde personen die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit beschikken over een ononderbroken beroepservaring inzake tabacologie van ten minste 5 jaar, zelfs als ze de opleiding van de erkende specifieke centra niet hebben gevolgd. De gelijkwaardigheid van die beroepservaring met de bovenbedoelde opleiding wordt erkend door het Wetenschappelijk Comité van een van de in het vorige lid bedoelde verenigingen zonder winstoogmerk.

De erkende specifieke centra delen de lijst van de tabacologen die aan de erkenningsvoorwaarden voldoen mee aan het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering dat op zijn beurt de lijst naar de verzekeringsinstellingen doorstuurt.

§ 2. De ondersteuning en de begeleiding van de zwangere vrouw door de erkende tabacoloog bestaat uit ten minste 8 zittingen, waarvan de eerste plaatsvindt uiterlijk 3 maanden vóór de verwachte bevallingsdatum en de laatste, ten vroegste 3 maanden en uiterlijk 6 maanden na de verwachte bevallingsdatum.

In elk van die 8 zittingen vult de erkende tabacoloog die de zwangere vrouw ondersteunt en begeleidt haar follow-up-fiche in. Door het indienen van die follow-up-fiche bij haar verzekeringsinstelling kan de zwangere vrouw een forfait bekomen van 120 euro, waardoor de kosten bedoeld in artikel 1, § 2, kunnen worden gedekt.

Art. 3. § 1. De partner van de rokende zwangere vrouw die eveneens een verzekeringstegemoetkoming wenst te genieten, moet kunnen aantonen dat hij gelijktijdig met de zwangere vrouw behandeld wordt. Onder gelijktijdige behandeling moet worden verstaan, een behandeling die plaatsvindt conform artikel 2, behoudens de in dit artikel vastgestelde bepalingen.

Wordt beschouwd als partner voor de toepassing van dit besluit, de persoon ongeacht het geslacht die onder hetzelfde dak als de rokende zwangere vrouw leeft en die zij als partner vermeldt op de follow-up-fiche, op basis, indien nodig, van een kopie van haar follow-up-fiche.

De verzekeringsinstelling die een verzoek tot tegemoetkoming van een partner van een zwangere vrouw ontvangt, gaat na of aan de samenwoningsvoorwaarde is voldaan en of de identiteit van de zwangere vrouw en de partner op de twee follow-up-fiches overeenstemmen. Als dat niet zo is, weigert de verzekeringsinstelling te betalen.

§ 2. Als de erkende tabacoloog die de partner begeleidt en ondersteunt meent dat die partner een medicamenteuze ondersteuning moet krijgen, vult hij het « medicamenteuze ondersteuning » gedeelte van de follow-up-fiche in, onder voorbehoud van de volksgezondheidsregels die van toepassing zijn op het voorschrijven van farmaceutische specialiteiten.

Bij elke aflevering van de medicamenteuze ondersteuning bij de tabaksontwenning, stempelt de apotheker die de aflevering doet de fiche voor medicamenteuze ondersteuning af.

Wanneer de medicamenteuze ondersteuning in totaal overeenstemt met ten minste 6 weken behandeling kan de partner door het indienen van de fiche voor medicamenteuze ondersteuning bij haar verzekeringsinstelling een forfait van 55 euro krijgen, waarmee de in artikel 1, § 3, bedoelde kosten kunnen worden gedekt. Dat forfait mag uitbetaald worden alleen als aan de vereiste voorwaarden voor de uitbetaling van het in § 1 is voldaan.

Art. 4. De forfaits, bedoeld in de artikelen 2 en 3, mogen hoe dan ook slechts eenmaal tijdens een zelfde zwangerschap aan eenzelfde persoon worden uitbetaald.

Art. 5. De Minister die de Sociale Zaken onder zijn bevoegdheden heeft, sluit met de verenigingen bedoeld in artikel 2, § 1, derde lid, een overeenkomst met betrekking tot de organisatie door deze laatste en de financiële tenlasteneming door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, van een éénmalige informatiecampaagne over de tabaksontwenning betreffende de verstrekking zoals bedoeld in artikel 34, eerste lid, 24^o van voornoemde gecoördineerde wet.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2005.

Art. 7. Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 septembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2005.

Art. 7. Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 september 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2005 — 2601

[C - 2005/07246]

17 SEPTEMBRE 2005. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1^{er} mars 1958 relative aux statuts des officiers de carrière des forces armées, notamment l'article 8, § 2, alinéa 4, remplacé par la loi du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 23 juin 2005;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1996 portant exécution de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical, notamment l'article 2, alinéa 2, remplacé par l'arrêté royal du 29 octobre 2001;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 octobre 2004;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe que certaines fonctions nationales à caractère international puissent être occupées à tout moment par un officier général;

Considérant qu'en particulier la fonction de conseiller militaire auprès de la cellule stratégique du Premier Ministre présente un caractère international, dans le cadre des compétences particulières de cette cellule, notamment en matière de politique extérieure et de relations internationales, et des nombreux contacts qu'elles impliquent avec des officiers généraux étrangers;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un article 14quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière :

« Article 14quinquies. Est considérée comme une fonction nationale à caractère international au sens de l'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi du 1^{er} mars 1958, la fonction de conseiller militaire auprès de la cellule stratégique du Premier Ministre. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 21 juillet 2005.

Art. 3. Notre Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 septembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2005 — 2601

[C - 2005/07246]

17 SEPTEMBER 2005. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering van de beroepsofficieren

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren van de krijgsmacht, inzonderheid op artikel 8, § 2, vierde lid, vervangen bij de wet van 22 maart 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering van de beroepsofficieren, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 juni 2005;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1996 tot uitvoering van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 2, tweede lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 29 oktober 2001;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 oktober 2004;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het van belang is, dat bepaalde nationale functies met een internationaal karakter op elk ogenblik bekleed zouden kunnen worden door een opperofficier;

Overwegende dat in het bijzonder de functie van militair adviseur bij de cel beleidsvoorbereiding van de Eerste Minister een internationaal karakter heeft, in het kader van de bijzondere bevoegdheden van deze cel, inzonderheid inzake buitenlandse zaken en internationale relaties, en de talrijke contacten met buitenlandse opperofficieren die ze impliceren;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering van de beroepsofficieren wordt een artikel 14quinquies ingevoegd, luidende :

« Artikel 14quinquies. De functie van militair adviseur bij de cel beleidsvoorbereiding van de Eerste Minister wordt beschouwd als een nationale functie met een internationaal karakter in de zin van artikel 8, § 2, vierde lid, van de wet van 1 maart 1958. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 21 juli 2005.

Art. 3. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven Brussel, 17 september 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging
A. FLAHAUT